

Insee

POINT CONJONCTUREL

Vue d'ensemble

Au premier semestre de 1990, la demande adressée aux entreprises industrielles reste soutenue. La demande étrangère bénéficie de la forte croissance en Allemagne et de ses effets induits sur nos partenaires. En France, la consommation des ménages s'accroît à un rythme proche de celui des deux dernières années, soutenu par la forte augmentation du pouvoir d'achat à la fin de 1989. Enfin, l'investissement industriel est toujours stimulé par l'accélération passée de la demande, par le niveau élevé des taux d'utilisation des capacités, et par la perception favorable que les chefs d'entreprise ont de leur situation financière.

Malgré ces conditions favorables, la pause amorcée l'été dernier par la croissance de l'activité se confirme. La production manufacturière augmente au premier semestre à un rythme proche de celui du second semestre de 1989, et le produit intérieur brut marchand croît à un rythme annuel compris entre 2 et 3 %.

La baisse des prix du pétrole au premier semestre et le ralentissement des hausses des prix des produits alimentaires

permettent une diminution de l'inflation, qui atteindrait un rythme annuel proche de 3 % à l'été. Le taux de chômage serait alors inférieur à 9 %, les créations d'emploi n'ayant que peu ralenti.

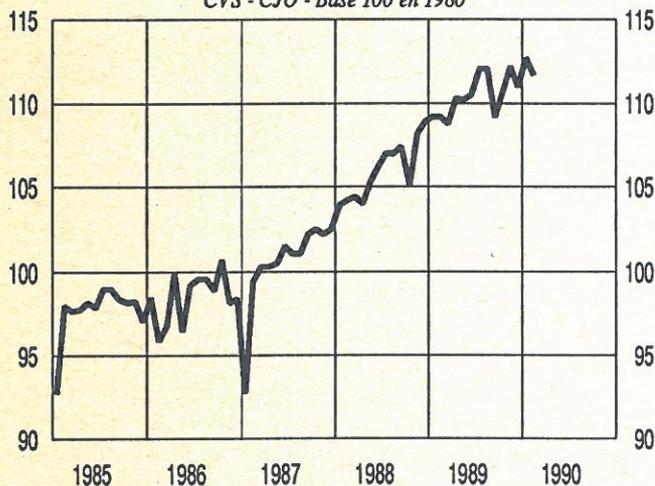
L'appréciation du franc vis-à-vis des principales autres monnaies depuis l'automne contribue à améliorer le solde de nos échanges extérieurs en procurant à la France des gains de termes de l'échange. Le déficit commercial, cumulé sur douze mois, s'améliorerait ainsi jusqu'à l'été, malgré un deuxième trimestre moins favorable que le premier.

L'activité semble marquer le pas depuis un an après une phase de croissance rapide. Les conditions d'un retour au rythme de croissance qui prévalait en 1988 et au début de 1989 seront réunies si le dynamisme de l'économie de l'Europe continentale se confirme et si la demande intérieure ne ralentit pas. Ces conditions favorables suffiraient à soutenir l'investissement si le besoin de financement induit par le renouvellement des équipements en Europe centrale ne vient pas contrarier la baisse des taux d'intérêt en France.

Un certain ralentissement de l'activité industrielle se confirme ...

Au premier semestre de 1990, la production manufacturière continue d'augmenter, mais à un rythme similaire à celui de la seconde moitié de 1989, soit environ 1 % en glissement semestriel. Le ralentissement de l'activité, à l'oeuvre dès le second semestre de 1989, se confirme sans s'accroître au début de 1990. Cette évolution apparaît nettement sur la plupart des indicateurs disponibles. Ainsi, la croissance de l'indice mensuel de la production industrielle, vive au cours de 1988 et au début de 1989, s'est infléchie à l'été de 1989. Dans les enquêtes de conjoncture auprès des industriels, la proportion des entreprises confrontées à des goulots de production a sensiblement reculé depuis la mi-1989, et le taux d'utilisation des équipements s'est stabilisé, à un niveau très élevé au demeurant (proche de 88 %). Avec des anticipations de production moins bien orientées que l'an passé et malgré des perspectives sur la demande étrangère qui ne reculent plus au début de 1990, on ne prévoit pas d'accélération de la production au deuxième trimestre.

Indice mensuel de la production industrielle
Industrie manufacturière
CVS - CJO - Base 100 en 1980



La croissance se modère à la mi 1989

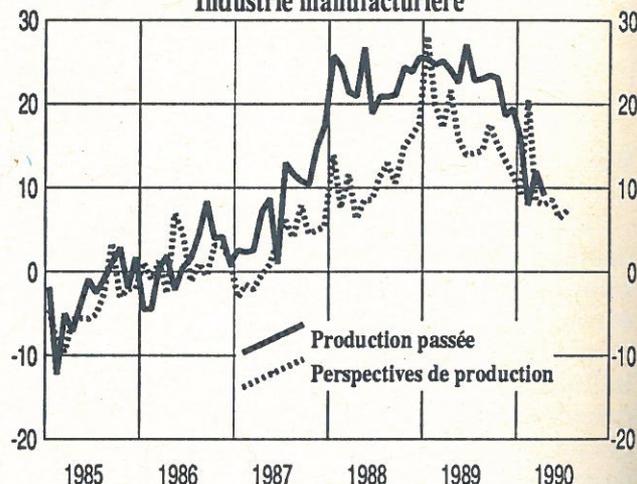
La situation dans les biens intermédiaires a cessé de se dégrader au début de 1990 ; cette branche a été la première à subir un retournement à la baisse dès le deuxième trimestre de 1989. Dans les enquêtes, les perspectives de production se sont stabilisées depuis la

fin de l'année 1989 et les opinions sur la demande étrangère, après avoir été de plus en plus défavorables, se sont redressées depuis mars.

Au cours du premier semestre, la croissance dans l'automobile serait peu soutenue, essentiellement en raison de taux d'utilisation des capacités très élevés que l'effort d'investissement passé n'a pu encore réduire. De plus, des inondations ont perturbé la production en février aux Etablissements Peugeot, contrariant la reprise de l'activité au premier trimestre.

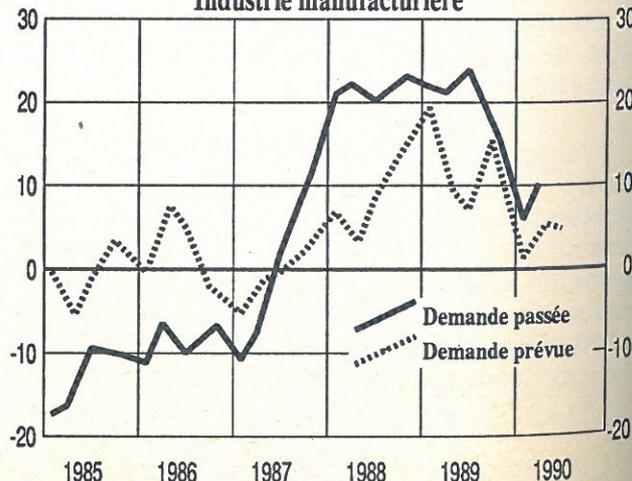
La branche des biens d'équipement professionnel serait l'une des plus dynamiques au début de 1990, comme en 1989. L'effort d'investissement des

Enquête mensuelle dans l'industrie
Industrie manufacturière



La production industrielle confirme son ralentissement au début de 1990.

Enquête trimestrielle dans l'industrie
Industrie manufacturière



Après un retournement en 1989, les opinions sur la demande cessent de se dégrader au début de 1990.

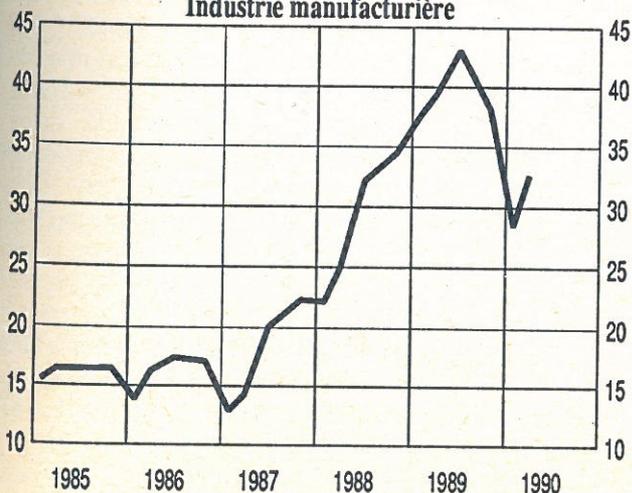
entreprises industrielles et la vigueur de la demande étrangère se maintiendraient en début d'année. Néanmoins, les chefs d'entreprises de cette branche déclarent des perspectives un peu moins favorables que l'an passé ; la demande totale est moins bien orientée, même si les perspectives de demande étrangère restent bonnes.

Dans les biens de consommation, le début de l'année 1990 est marqué par un net retournement à la baisse des opinions sur la production, et ce en dépit d'une consommation des ménages relativement soutenue. Le recul de la production est le plus net dans les biens d'équipement ménager. Les perspectives de production dans l'ensemble de la branche restent cependant bien orientées, et le ralentissement ne s'accroîtrait pas au deuxième trimestre.

... et affecte le dynamisme des services

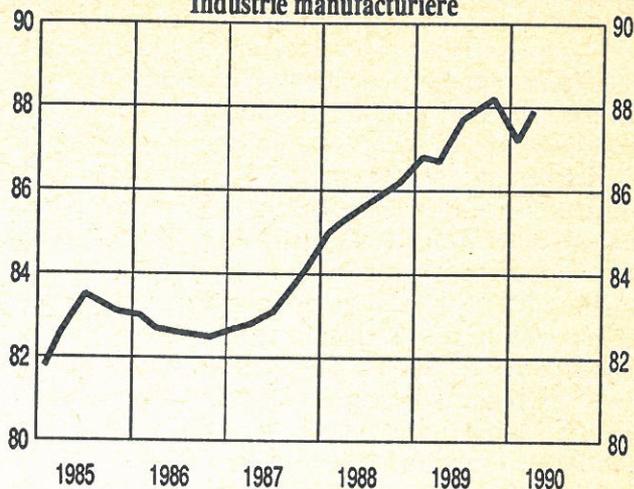
Le ralentissement dans l'industrie se répercuterait sur la croissance des services rendus aux entreprises. En outre, l'activité touristique serait moins bien orientée, en raison de la dépréciation du dollar et du yen par rapport au franc, mais aussi parce que les effets du bicentenaire seraient épuisés. Un ralentissement modéré de la production de services est confirmé par l'enquête trimestrielle de janvier 1990 dans ce secteur. Selon celle-ci, les perspectives de croissance pour le premier trimestre de 1990 seraient moins favorables que l'année dernière à la même époque.

Goulots de production Industrie manufacturière



La proportion des entreprises soumises à des goulots de production a reculé à la mi 89 ...

Taux d'utilisation des capacités de production Industrie manufacturière



... mais les taux d'utilisation restent élevés en dépit d'un investissement dynamique.

L'activité du BTP et des producteurs d'énergie bénéficie d'un hiver doux.

Compte tenu d'un mois de février nettement plus chaud que la normale, la production d'énergie a été en net retrait au premier trimestre. Un retour à la tendance aurait lieu après l'hiver, à l'instar des années passées. La production du BTP bénéficie au premier semestre de 1990 de conditions très favorables. En effet, les mises en chantier dépassent les prévisions en début d'année, et la douceur de l'hiver contribue à favoriser l'activité. La production des commerces serait elle aussi bien orientée au premier semestre en raison d'une consommation toujours soutenue.

La croissance dans ces secteurs ne compenserait pas le ralentissement dans l'industrie et les services ; au total, la croissance du PIB marchand serait au premier semestre de 1990 du même ordre qu'au second semestre de 1989, entre 2 et 3 % en rythme annuel. Alors que 1988 s'était terminée sur une accélération de l'activité, l'année 1989, avec un même taux de croissance annuel, s'est achevée sur un ralentissement encore à l'oeuvre aujourd'hui (1).

(1) Inséré première sur les comptes de la Nation en 1989, à paraître.

L'investissement reste dynamique ...

L'investissement industriel ne ralentit pas par rapport à 1989. Il s'accroît cette année encore d'environ 10 % en volume. Selon les enquêtes, la part des investissements destinés à augmenter les capacités de production s'est accrue en raison de taux d'utilisation très élevés ; le dynamisme des mises en chantier de bâtiments industriels ne se dément pas en début d'année. Dans le tertiaire, l'investissement a repris dès 1986, avant celui des autres secteurs. Il est entré l'an passé dans une phase de ralentissement modéré dont on pense qu'elle pourrait se poursuivre au début de 1990. En revanche, l'investissement des Grandes Entreprises Nationales est dynamique en raison de travaux d'infrastructure ferroviaire (TGV) et de la poursuite du renouvellement de la flotte d'Air France.

... en dépit d'une hausse des taux d'intérêt

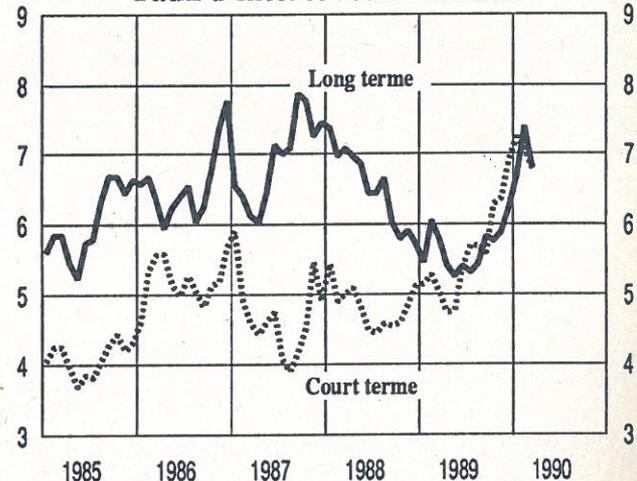
Au début de 1990, les taux d'intérêt réels à long terme ont dépassé 7 % en France avant de reculer légèrement (1). De tels niveaux n'ont été atteints, depuis le début des années soixante-dix, qu'à la fin de 1986 et à l'automne de 1987. La remontée mondiale des taux d'intérêt à court terme en 1988 avait provoqué dans la plupart des pays une inversion de la courbe des taux. Cette anomalie a disparu en France au début de 1990 à la suite d'une hausse des taux d'intérêt à long terme.

On pourrait craindre que cette hausse du coût du crédit, si elle se poursuivait, ne contrarie l'effort d'équipement des ménages et des entreprises. Le dynamisme actuel de l'investissement montre cependant que de telles inquiétudes sont prématurées en ce qui concerne les entreprises, du moins à l'horizon du premier semestre. D'une part, les entreprises ont une perception favorable de leur situation financière (l'opinion sur les difficultés de trésorerie est à son niveau le plus bas dans les enquêtes, et les entreprises industrielles déclarent ne pas éprouver le besoin de ralentir leurs dépenses d'équipement afin d'améliorer leur situation financière). D'autre part, le rythme de développement des crédits à

(1) Taux des obligations de première catégorie.

l'investissement ne donne aucun signe de faiblesse ; les encours de crédit-bail, dont l'accélération a été particulièrement marquée en 1989, poursuivraient leur croissance. Mais le financement par crédit-bail n'accroît pas comptablement l'endettement des entreprises, même si les loyers versés sont équivalents à des charges d'intérêt. Le recours accru au crédit-bail risque donc de masquer une situation financière moins favorable des entreprises, qui serait apparue avec des formes de financement classiques.

Taux d'intérêt réels - France



Les taux à long terme ont dépassé 7 % en termes réels au début de 1990.

Les créations d'emploi se poursuivent, y compris dans l'industrie.

Au premier semestre de 1990, le mouvement des créations d'emploi se maintiendrait, mais à un rythme un peu moindre que l'an passé en raison du ralentissement de l'activité depuis la mi-1989. Les créations d'emploi en 1989 divergent selon les sources : en attendant de connaître à l'été les effectifs dans les établissements de moins de 10 salariés, on peut évaluer le volume des créations nettes d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) entre 230.000 et 300.000 (2). Dans l'ensemble des SMNA, l'augmentation de l'emploi serait au premier semestre de l'ordre de 120.000, soit environ 1 %. Compte-tenu d'une diminution du nombre des bénéficiaires de TUC et d'une montée en charge très progressive des Contrats Emploi Solidarité, l'emploi salarié total s'accroîtrait d'environ 100.000.

(2) Les chiffres disponibles actuellement (230.000 emplois créés) seront révisés à la hausse avant la fin du mois de mai. Les nouveaux chiffres se situeraient à l'intérieur de cette fourchette.

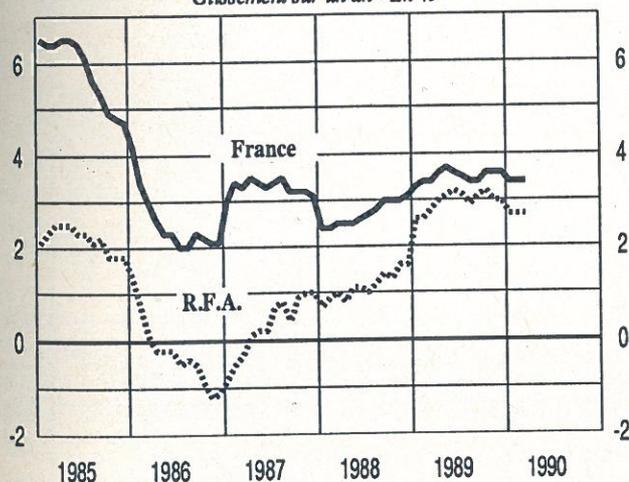
Les conditions d'une poursuite de la diminution des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) paraissent toujours réunies : les créations d'emploi restent nombreuses et le dispositif de crédit-formation se développe. Des variations possibles des taux d'activité et un accroissement du solde migratoire d'actifs en tempèreraient les effets. Une fois publiés les résultats de l'enquête sur l'emploi de 1990, le taux de chômage au sens du BIT sera révisé ; il se trouvera alors (à l'issue du premier semestre) en deçà de 9 % (1).

La hausse des prix de détail se réduit ...

Les prix de détail ont augmenté de 0,8 % au premier trimestre. Le ralentissement observé depuis l'automne sur les prix des produits alimentaires s'est confirmé, du fait notamment d'une baisse des prix de la viande (retournement du cycle du porc). La baisse des cours du pétrole à partir de la mi-janvier a permis aux prix des produits énergétiques de rester à leur niveau de la fin 1989, malgré la majoration des prix de l'électricité et le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Indice de prix à la consommation comparé à celui de la R.F.A. (*)

Glissement sur un an - En %



(*) Le glissement pour la R.F.A. est calculé d'après l'indice du coût de la vie, base 100 en 1980.

L'écart d'inflation entre la RFA et la France s'est notablement réduit

(1) La note de conjoncture de décembre 1989 précise les différences entre les deux concepts de chômage : au sens du BIT et mesuré par les DEFM.

Le glissement des prix sur douze mois s'établit à 3,4 % en mars, après 3,6 % à la fin de l'année 1989. Il retrouve ainsi sa valeur de mars 1989, dans des conditions toutefois très différentes puisque l'inflation augmentait au début de l'an passé et qu'elle est actuellement dans une phase de diminution. L'appréciation du franc et la chute des prix des matières premières ont joué un rôle favorable dans cette évolution, qui s'explique aussi par des facteurs spécifiques à la France. L'écart d'inflation avec nos principaux partenaires s'accroît en notre faveur : l'inflation n'a pas reculé chez eux et oscille autour de 4,7 % en rythme annuel. Elle a dépassé 8 % au Royaume-Uni et a encore augmenté aux Etats-Unis (5,2 %, après 4,7 % à la fin de 1989). L'inflation reste au contraire maîtrisée en Allemagne ; le glissement annuel y est même passé de 2,7 % en début d'année à 2,3 % à la fin avril (chiffre provisoire).

... et reviendrait à un rythme annuel proche de 3 %.

La hausse des prix serait de 0,9 % au deuxième trimestre ; le glissement annuel ne serait donc plus que de 3,1 % en juin. La décélération des prix alimentaires se poursuivrait au deuxième trimestre. Les quelques tensions apparues sur les prix des fruits et légumes frais depuis l'automne sont en partie dues à la sécheresse et s'apaiseraient au cours des prochains mois.

La stabilité des prix de l'énergie au premier trimestre masque une augmentation en janvier et une baisse soutenue depuis février. Cette dernière s'explique par plusieurs raisons : un volume record de la production de pétrole de l'OPEP, qui a rejoint ses plus hauts niveaux de la décennie, et le gonflement des stocks aux Etats-Unis. Ces facteurs demeureront déterminants à court terme, même si les prix des carburants subissent une légère hausse saisonnière. Malgré la majoration des tarifs d'EDF intervenue à la mi-avril, la hausse des prix énergétiques sera très limitée au deuxième trimestre.

Le rythme de hausse des prix des produits manufacturés du secteur privé reste modéré : 0,6 % au premier trimestre (0,8 % après correction de l'effet de la baisse de la TVA sur les produits pharmaceutiques au 1er janvier).

Il s'inscrit dans la tendance de l'année 1989. La hausse sensible relevée au mois de mars (0,5 %) est imputable à une augmentation saisonnière des prix dans le textile-habillement et au relèvement des prix des automobiles. L'enquête de conjoncture dans l'industrie de mars laisse présager un retour à la modération au deuxième trimestre. La croissance des prix des produits manufacturés au premier semestre de 1990 serait de 1,2 %, comme au premier semestre de 1989 (où les mesures fiscales et réglementaires avaient eu un impact plus important).

Compte tenu de la légère accélération des prix des services du secteur privé (et plus particulièrement des hôtels et des restaurants) constatée au premier trimestre et de la hausse de divers prix administrés au deuxième trimestre (honoraires des médecins et transports publics notamment), les prix de détail augmenteraient de 1,7 % au premier semestre.

Les augmentations de salaire restent modérées.

Dans le secteur privé, le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) augmenterait de 1,2 % en glissement au cours du premier trimestre et de 0,9 % au deuxième, après 1,1 % au dernier trimestre de 1989. Les hausses de salaires semblent avoir un profil proche de celui de l'an passé : augmentations concentrées en début d'année et modérées par la suite. Le SMIC a été relevé de 2 % le 1er avril 1990, du fait de l'indexation sur les prix. La prochaine révision aura lieu réglementairement au 1er juillet, pour tenir compte de la hausse des prix de février à mai et des augmentations réelles du TSH entre avril 1989 et avril 1990. Hors "coup de pouce" et sous nos hypothèses de prix et de salaires, ce relèvement serait de 1,6 % par rapport à avril (1).

Dans la fonction publique, les traitements bruts ont été revalorisés de 1,2 % en avril. A ce relèvement s'ajoute une augmentation de 0,76 % versée avec effet rétroactif à compter du 1er janvier (2). Malgré ces augmentations indiciaires,

(1) Par rapport à juillet 1989, le relèvement serait de 3,6 %, dont 3,1 % au titre des prix et 0,5 % en raison de la croissance du TSH en termes réels. Compte tenu de l'augmentation de 2 % au 1er avril, la hausse au 1er juillet atteindrait 1,6 %.

(2) Ces 0,76 % englobent une revalorisation de 0,5 % du point d'indice et l'attribution d'un point d'indice majoré.

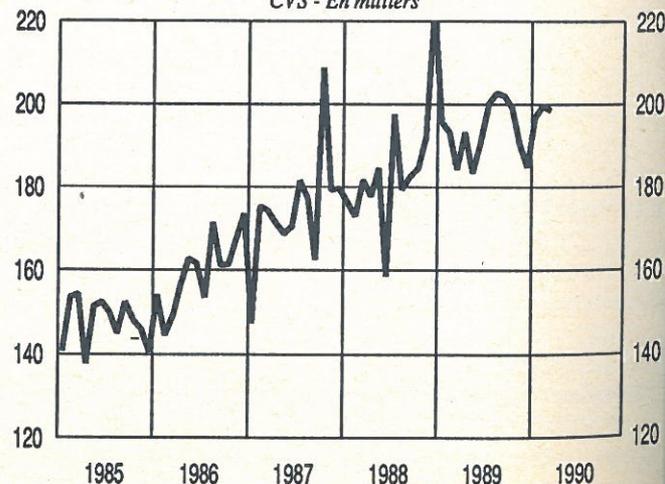
la progression de la masse salariale serait modérée par rapport au second semestre de 1989, où une prime exceptionnelle de croissance avait été versée aux fonctionnaires. En ce qui concerne les retraités et ayants droit de la fonction publique, cette prime a été comptabilisée dans les prestations sociales ; ces dernières aussi augmenteraient peu en moyenne au premier semestre. Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages s'accroîtrait d'environ 1 % en glissement au premier semestre de 1990. De la mi-1989 à la mi-1990, son évolution serait de l'ordre de 4 %.

La consommation des ménages : un profil heurté et une tendance soutenue.

Après avoir légèrement baissé à la fin de l'année 1989, les achats de produits manufacturés ont vivement progressé au premier trimestre (2,4 %). Ils baisseraient légèrement (d'environ 0,5 %) au deuxième trimestre. La reprise du premier trimestre est en partie due à la suppression des avantages fiscaux liés à la location d'automobiles avec option d'achat, qui a considérablement réduit les immatriculations en novembre et en décembre : elles étaient inférieures d'un quart en décembre 1989 à leur niveau de décembre 1988 (3). La consommation pharmaceutique a également été affectée par des gripes plus tardives qu'à l'ordinaire. Les achats de textile-habillement, d'électronique grand public et d'électro-

Immatriculations automobiles V.P.C. neuves françaises et étrangères

CVS - En milliers



Des fins d'année perturbées par la location avec option d'achat

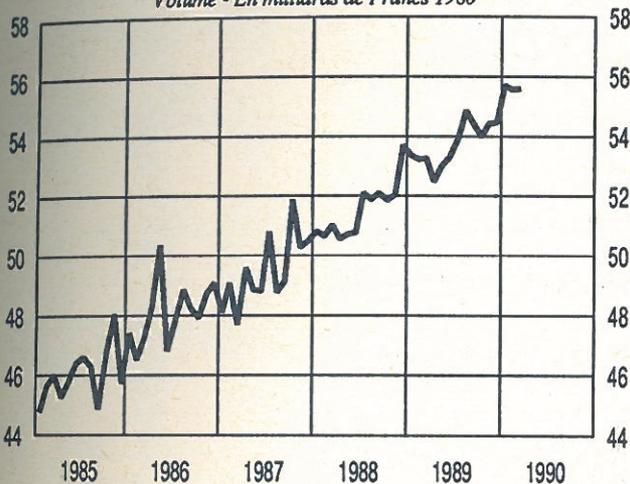
(3) Après redressement de l'effet des grèves dans les préfectures la fin de 1989.

ménager ont été très bien orientés en début d'année ; ce dynamisme est à rapprocher des primes versées à la fin de 1989.

Cependant, les ventes d'électronique grand public se replient à partir de février ; l'enquête de conjoncture auprès des détaillants de mars conforte cette impression et laisse prévoir un retrait des achats de biens durables (hors automobile) au deuxième trimestre, ce qui est cohérent avec le message de l'enquête de conjoncture auprès des ménages de janvier. La consommation de textile-habillement diminuerait également, en moyenne au deuxième trimestre.

Consommation en produits manufacturés

Volume - En milliards de Francs 1980



La tendance des achats reste soutenue

Les effets du climat sur la consommation d'énergie viendront tempérer le contraste entre les deux trimestres. La consommation totale augmenterait de 1,6 % au premier semestre ; le taux d'épargne des ménages reviendrait à la mi-1990 à son niveau moyen de l'année 1989. Il rejoindrait ainsi son niveau tendanciel, qui est actuellement proche de 12,5 %. Au-delà des fluctuations de très court terme, les achats de produits manufacturés se situent dans la tendance des deux dernières années, avec une croissance annuelle de l'ordre de 4 %.

Notre commerce extérieur a bénéficié en début d'année de conditions favorables ...

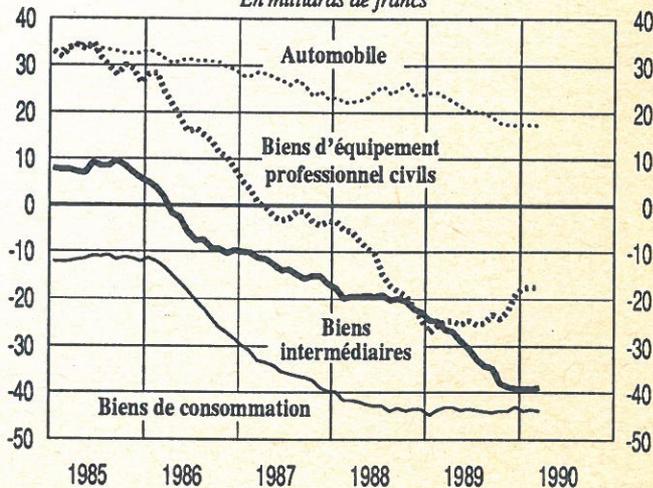
L'amélioration de notre solde extérieur amorcée à la fin de 1989 s'est confirmée en début d'année ; le déficit

commercial mensuel FAB-FAB n'a été que de 700 millions de francs en moyenne au cours du premier trimestre, alors qu'il atteignait 3,7 milliards de francs en moyenne en 1989. Ces bons résultats ont des causes diverses, dont certaines sont très ponctuelles : baisse des prix des métaux non-ferreux, grèves chez les fournisseurs britanniques de pièces pour Airbus entraînant une baisse de nos importations, exportations de céréales très élevées... L'évolution des principaux déterminants du solde extérieur a également été favorable à court terme.

L'appréciation du franc depuis l'automne a joué le rôle le plus important, en nous procurant des gains de termes de l'échange dont l'effet a été bénéfique à court terme. L'impact de cette évolution des taux de change est difficile à chiffrer, d'autant que les comportements de marge et de différenciation des prix l'ont probablement amortie. Elle peut néanmoins expliquer pour une bonne part l'amélioration du solde extérieur de novembre à mars. La poursuite de la croissance de la demande mondiale au premier trimestre à un rythme un peu plus élevé que prévu en fin d'année dernière a également dynamisé nos exportations : le déficit de nos échanges avec la RFA s'est ainsi sensiblement réduit. Le ralentissement de l'activité industrielle en France depuis la mi-1989 a, quant à lui, réduit nos importations de biens intermédiaires.

Soldes extérieurs

Bruts - Cumulés sur les 12 derniers mois
En milliards de francs



Les déficits cumulés manufacturiers se stabilisent.

... qui ne se reproduiraient que partiellement au deuxième trimestre

Le déficit manufacturier se rapprocherait de sa valeur moyenne de 1989 au deuxième trimestre 1990. Il serait néanmoins nettement plus faible au premier semestre de 1990 qu'au second semestre de 1989, compte tenu des chiffres observés au premier trimestre. La demande adressée à la France restera porteuse au deuxième trimestre. La demande intérieure est en effet particulièrement vive en RFA ; elle y est stimulée par l'arrivée continue d'immigrants de l'Est. En revanche, le rythme des livraisons d'Airbus sera sensiblement ralenti par l'impact des grèves des fournisseurs britanniques. Les effets de la dépréciation du dollar et surtout du yen sur le volume de nos échanges extérieurs ne se feraient pas sentir avant l'été.

La facture énergétique resterait au premier semestre de 1990 à son niveau du second semestre de 1989 (1). L'excédent agro-alimentaire, très élevé en début d'année, se replierait légèrement du fait d'une baisse des exportations de blé. Le déficit commercial FAB/FAB serait compris entre 10 et 15 milliards de francs au premier semestre, en nette amélioration par rapport au second semestre de 1989 (où il était de 28,5 milliards de francs). Le déficit cumulé sur les douze derniers mois serait ainsi de l'ordre de 40 milliards de francs à la mi-1990. Le solde des services serait néanmoins moins favorable qu'en 1989, du fait notamment d'un moindre excédent touristique.

(1) Sous l'hypothèse d'un prix CAF du baril de pétrole importé de 18,5 \$ et d'un dollar à 5,65 francs au deuxième trimestre.

Rédaction achevée le 2 mai 1990

Ont directement participé à la réalisation de ce point conjoncturel :

Rédacteurs en chef :
Stéfan Lollivier ; Bernard Salanié

Secrétaire de rédaction :
Françoise Berthelin

Illustration et mise en page :
Sophie Renaud
Jean-Paul Mer

*

*

*

PTC 9005

ISSN 0992 - 1664

Pris 15 F

INSEE

Imprimerie Nationale

9 171 296 P

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
/Direction générale : 18, boulevard Adolphe Pinard, 75675 PARIS Cedex 14
/Directeur de la publication : J.-C. MILLERON